

DES BUREAUCRATES ENTRE DEUX CHAISES

S EPT mois après son installation au pouvoir, l'armée algérienne et l'équipe dirigeante ne semblent toujours pas avoir de ligne politique propre. L'équipe Boumedienne oscille entre le néo-colonialisme et le socialisme bureaucratique sous le couvert d'une phraseologie révolutionnaire qui ne trompe personne.

Utilisant assez fréquemment l'interview comme méthode, sinon essentielle, du moins importante de gouvernement, les membres les plus en vue du Conseil de la Révolution ont précisé un certain nombre de leurs intentions. Dans le discours du 1^{er} novembre ainsi que dans diverses déclarations données à *Al Ahram*, au *Monde* et au *Nouvel Observateur*, le colonel Boumedienne a confirmé la conception qu'il avait de l'ordre, en soulignant la nécessaire « stabilité » de l'appareil d'Etat dont la « morale » doit faire revenir la « confiance » tant auprès des épargnants algériens que des investisseurs impérialistes dont Kaïd Ahmed, qui a constaté leurs réticences, appelle les capitaux à une recousse d'une économie chancelante.

L'ordre bureaucratique

Les décisions prises par le Conseil de la Révolution à la fin du mois de novembre, après quinze jours de débats, ne concernent que l'autogestion agricole et le parti. Constatant le « non-fonctionnement de l'autogestion », le C.R. pense-t-il accroître son autorité en accordant une « autonomie de gestion » mal définie aux comités de gestion qui sont appelés également à participer à la commercialisation de leur production (par l'intermédiaire de l'Union nationale des coopératives de commerce, l'Etat retirant à l'O.N.R.A. son monopole de la commercialisation) ? Mais cette décentralisation de l'autogestion s'accompagne de la volonté de faire contrôler l'ensemble des trois secteurs par le parti dont le C.R. a décidé aussi la « réorganisation ». Les tentatives d'implantation bureaucratique du F.L.N. par en haut n'aboutiront pas. La seule possibilité de faire fonctionner le parti dans les entreprises c'est que les ouvriers contrôlent réellement les « responsables » chargés par la bureaucratie de « l'animation et du contrôle politique ». Le discours du 9 décembre prononcé par Boumedienne devant les cadres du parti révèle que la tentative d'implanter le parti dans les masses est pratiquement vouée à l'échec dans la mesure où, devant l'hostilité des militants aux méthodes bureaucratiques, le nouveau chef de l'Etat entre en guerre contre les « complots » et les « fractions ». En dehors des sphères dirigeantes, la discussion n'est pas permise.

Parallèlement, l'équipe gouvernementale, dont la base sociale s'est très rétrécie, tente une ouverture vers les masses en promettant des élections municipales, « avant le congrès du parti ». Là encore, il s'agit d'une mesure qui se révélera vaine puisque les masses n'auront pas la possibilité de contrôler le pouvoir ni de participer réellement à son exercice. Enfin, lors de la présentation du budget de l'année

1966, Kaïd Ahmed, qui, deux mois plus tôt, lançait un appel au capital international, parle de l'élaboration et de l'application d'un « pré-plan » en commun avec l'U.G.T.A.

La vie des syndicats a connu cependant ces derniers mois de sérieuses limitations. Aucun des congrès corporatifs prévus ne n'est tenu après celui de l'alimentation qui avait réclamé en septembre 65 le « contrôle ouvrier » dans les trois secteurs et une planification organisée par l'U.G.T.A. Seule l'Union locale de Bab-el-Oued a tenu un rapide congrès constitutif où les travailleurs ont dénoncé le non-paiement des salaires, dans le secteur privé notamment, sans porter la critique à un niveau plus haut. L'organe syndical *Révolution et travail* ne paraît toujours pas depuis début décembre, bien qu'en public les dirigeants nationaux de l'U.G.T.A. semblent toujours manifester leur accord avec le C.R.

Au niveau des entreprises, cependant,

une vague de grèves a montré, à la fin de l'année 65, que la combativité ouvrière se maintient, tant dans le secteur mixte (Berliet, Renault) que dans le secteur capitaliste (Hachette, Unilever, Michelin) et le secteur tertiaire (Société d'assurances algériennes). L'affaire Hachette a montré que, malgré sa volonté affirmée d'ordre, le

gouvernement était en réalité incapable de faire face à une situation sociale incontrôlable et que, s'il mettait un frein à l'activité de l'U.G.T.A., il ne se prononçait pas non plus nettement en faveur du patronat. Le durcissement bureaucratique et l'immobilisme face à la lutte de classe semblent donc aller de pair.

Equilibre entre l'impérialisme et les Etats ouvriers

Comme elle le tente sur le plan intérieur, la bureaucratie algérienne s'efforce à l'extérieur de maintenir l'équilibre dans ses relations avec l'impérialisme et les Etats ouvriers. Le statu quo recherché va d'ailleurs dans le sens de la bureaucratie soviétique. Celle-ci, en plus d'une aide militaire accrue, aurait promis aussi son aide pour l'industrialisation de l'Algérie ainsi que pour la commercialisation du gaz

et du pétrole. Ce développement des relations économiques prépare-t-il la réintégration des emprisonnés politiques de l'ex-P.C.A. dans la vie nationale comme le laissait entendre un article de Kanopa dans *L'Humanité* du 22 décembre 1965, ou, selon l'exemple donné naguère par Nasser, l'amitié avec l'U.R.S.S. s'accompagnera-t-elle du maintien dans les geôles des communistes algériens dont le Comité de soutien aux victimes de la répression nous apprend la situation critique ?

Le voyage en U.R.S.S. de Boumedienne aura permis au F.L.N. de « préparer » la conférence de La Havane, où sa terne intervention servira encore la bureaucratie soviétique. En même temps, par contre, *El Moudjahid* s'élève contre les attaques que subit la Chine en Afrique noire.

Les relations avec l'impérialisme français semblent aussi prendre plus d'ampleur après la signature du nouvel accord pétrolier. Mais si de Broglie se félicite du développement des liens entre les deux pays, la bureaucratie ne s'en heurte pas moins de façon permanente avec l'impérialisme. La question de l'écoulement des vins reste une pomme de discorde permanente entre l'Algérie et la France en attendant qu'une planification de l'agriculture ou qu'une reconversion des marchés extérieurs règlent le litige. L'application du nouveau code pétrolier se heurte aussi à la résistance des sociétés pétrolières, tant françaises qu'américaines. La bureaucratie, qui a besoin de ressources, entre aujourd'hui en conflit avec les trusts pétroliers par ses tentatives d'augmenter son contrôle sur les profits et les transferts. Depuis l'indépendance, de nombreuses sociétés de pétrole ont impunément liquidé leurs « bases » et rapatrié de grandes masses de capitaux et un matériel important. Un décret d'octobre 1965 a bloqué 60 % des avoirs en banque au profit du Trésor. Mais aucune mesure n'est prise pour relancer l'industrie qui tourne toujours à un très faible niveau.

Ainsi les mesures prises sur le plan intérieur vont dans le sens d'un renforcement du pouvoir de la bureaucratie mais, sur le plan extérieur, des demi-mesures créent une tension avec l'impérialisme.

Dans cette situation instable, l'intervention des militants les plus conscients peut contribuer à précipiter l'éclatement des contradictions de la bureaucratie. Si l'organisation de foyers révolutionnaires apparaît aujourd'hui en milieu étudiant, le véritable centre du combat reste toujours le mouvement ouvrier, et en particulier les syndicats de base.

25 janvier 1966.

Maurice LEGRAND.

ALGERIE

Une brochure de Daniel Guérin

Au moment où, à la faveur des manifestations suscitées par l'affaire Ben Barka, les étudiants d'Alger relancent, avec beaucoup de courage et, semble-t-il, une certaine efficacité, l'action contre le régime du 19 juin, il est particulièrement intéressant de lire — ou de relire — l'excellente brochure de 96 pages que Daniel Guérin vient de faire paraître il y a à peine un mois.

Introduite par 20 pages dans lesquelles l'auteur, sous le titre significatif de « l'Algérie caporalisée » — qui est également celui de la brochure — fait le point de la situation et donne ses conclusions à la date du 5 novembre 1965, on y trouve les principaux articles sur l'Algérie publiés par Guérin entre janvier 1964 et mars 1965 ainsi qu'un appendice qui se termine sur la proclamation du 28 juillet 1965 signée, pour la direction de l'Organisation de la Résistance Populaire, par Hocine Zaouane, aujourd'hui prisonnier au bagne de Lambèse.

Qu'ils concernent l'armée, l'autogestion industrielle, les congrès du F.L.N. et de la Fédération des travailleurs de la terre ou la politique générale, ces articles republiés fourmillent d'observations pertinentes comme d'avertissements prophétiques — ainsi dans le premier — sur le danger représenté par Boumedienne et son clan.

Dans l'appendice on lit avec intérêt un mémorandum sur l'autogestion et un projet de loi sur la réforme agraire dus, l'un et l'autre, à Michel Raptis, alors conseiller de Ben Bella.

Mais finalement plus positifs que ces documents restés en portefeuille nous ont parus des initiatives comme le « bulletin intérieur de l'autogestion » et le projet de programme sur le contrôle ouvrier » auxquels Guérin fait également référence, et qui, elles, étaient essentiellement orientées vers le travail à la base.

Il est d'ailleurs certain que, même s'il n'en fut pas parlé au congrès de l'U.G.T.A. ce « projet de programme... », dont la diffusion fut loin de se limiter aux syndicats du Grand Alger, eut quelque influence sur l'orientation de la centrale.

En dépit d'un usage, à mon gré trop fréquent, de l'affirmation — il est vrai qu'il y avait urgence à sortir cette brochure — l'introduction donne une idée assez nette de la situation politique d'où est issu le putsch du 19 juin ainsi que des perspectives ouvertes par celui-ci.

L'action patiente, persévérante, de Boumedienne et des siens, les louvoisements de Ben Bella, le rôle de Mahsas et de Boumazza, saboteurs de l'autogestion et chefs de file des bureaucrates, tout cela est bien décrit ainsi que le substrat social qui le supporte.

Nous souscrivons pleinement à l'appel pour un « soutien critique » à ceux qui, aujourd'hui, reprennent dans la clandestinité et la souffrance, contre la camarilla du 19 juin, le glorieux drapeau du F.L.N. révolutionnaire.

Albert ROUX.

LES BOULEVERSEMENTS CON

L'Afrique noire vient d'être le théâtre d'une série de coups d'Etat militaires. L'héritage empoisonné du colonialisme et la pression de l'impérialisme sont de toute évidence les causes fondamentales de ces événements. La montée de la révolution dans le monde, la constitution rapide de mouvements révolutionnaires dans divers pays d'Afrique, la dégradation économique de ces pays, pressent l'impérialisme d'intervenir afin de maintenir le bon ordre et de réorganiser l'exploitation pour préserver les profits.

Le Congo-Léopoldville, la République Centrafricaine, le Dahomey et le Nigéria en dernier viennent donc de connaître par le biais du coup d'Etat, et par la voix des militaires, l'affirmation de la présence impérialiste sur leur territoire. Quand la bourgeoisie nationale ou com-

pradore se montre incapable d'assurer la tâche qui lui est indiquée par ses tuteurs colonialistes, l'armée entre en scène, dénonce le désordre économique, la corruption, purge et réorganise à sa manière jusqu'à un prochain avenir.

Si l'on retrouve ce processus dans chacun des coups d'Etat récents, le Nigéria ajoute à cela des causes spécifiques : la coexistence en son sein, de forces sociales antagonistes, déjà existantes à l'époque de la colonisation britannique. Pays fédéral à l'unité précaire, le Nigéria est miné tant géographiquement que politiquement par les luttes internes de la bourgeoisie. La place déterminante de ce pays dans l'Afrique, confère à ses bouleversements internes une importance particulière.

l'émirat, dirigés jadis par l'oligarchie théocratique-islamique ; cet Etat, jusqu'à ces jours derniers, a été gouverné par une classe réactionnaire dirigée par des chefs religieux musulmans. L'Ouest et le Centre-Ouest (récentement créé) ont connu, par l'implantation limitée du christianisme et leur situation géographique favorable sur la côte occidentale, une évolution rapide de la société et de la vie politique ; Lagos, capitale de la Fédération du Nigéria située dans l'Etat de l'Ouest, reflète cette réalité. L'Est, compris dans la ceinture bantoue d'Afrique, a longtemps vécu en économie fermée, comme toute société arriérée, et s'est développé tardivement, mais à une allure rapide, sous l'influence de la situation géographique côtière et des progrès de l'Ouest.

L'histoire politique du Nigéria depuis l'indépendance de 1960, est celle de l'union des états côtiers (Ouest, Est) contre les féodaux du Nord. C'est dans le but de rompre cette union, que fut créé le Centre-Ouest. Les chefs féodaux du Nord entrèrent au gouvernement en la personne de Abubacar Tafewa. L'ancien dirigeant nationaliste Azikiwe (de l'Est), neutralisé, devenait président de la République, alors que le dirigeant occidental Avolowo était aussi neutralisé,

mais en prison. Ce gouvernement ne tardait pas à être reconnu, d'abord par le premier ministre du Nord, Ahmadou Bello, (sultan) et ensuite par le chef Samuel Akintola, emprisonneur d'Avolowo, premier ministre de l'Ouest. Abubacar Tafewa, second dans la hiérarchie musulmane du Sud-Sahara, lié lui-même aux féodaux du Nord, son Etat d'origine, a été assassiné dès le début du coup d'Etat, de même que Ahmadou Bello, Akintola et Okotilé Ebok, ministre féodal des finances.

REVOLUTION INTERCEPTEE

Tous chefs réactionnaires, leur assassinat prend, par le plan dont il faisait partie, une signification politique qui différencie nettement les événements du Nigéria de ceux des autres pays africains.

Bien qu'imprécises, les premières informations faisaient apparaître que deux parties de l'armée s'opposaient ; l'une composée des organisateurs du soulèvement, des officiers intermédiaires origi-

BALKANISATION

Grand comme deux fois la France et aussi peuplé qu'elle, le Nigéria est le pays le plus important de l'Afrique occidentale. Fleuron des colonies africaines britanniques, il risque d'éclater, et de Fédération du Nigéria, devenir plusieurs pays séparés et opposés.

Quatre états, l'Ouest, le Centre-Ouest, le Nord et l'Est, constituent la Fédération du Nigéria. Chaque Etat possède son histoire propre et une structure sociale particulière. Le Nord, sans contact avec la côte, tourné vers le sud du Sahara, est fait des anciens états féodaux de